



# Les enseignants s'estiment mal payés

**PÉNURIE** • *Un enseignant de l'école primaire gagne jusqu'à 39% de moins qu'un collègue du secteur privé après dix ans de métier. L'association LCH demande de combler ce fossé, pour trouver et conserver les bons «pions».*



La pénurie de maîtres d'école menace et s'explique notamment par des questions salariales. KEYSTONE

## **ARIANE GIGON, ZÜRICH**

A responsabilités et exigences similaires, mieux vaut être assureur ou industriel qu'enseignant: c'est la conclusion d'une étude comparative du bureau de conseil Towers Watson, commandée par l'association des enseignants alémaniques (LCH) et présentée hier à Zurich. Selon cette dernière, la pénurie de maîtres s'aggravera si les cantons ne relèvent pas les barèmes. Elle n'est pas aussi aiguë en Suisse romande, mais le Syndicat des enseignants romands (SER) partage les préoccupations d'outre-Sarine.

Sur la base de critères définissant le profil de divers postes d'enseignement dans le canton d'Argovie, où les salaires se situent dans la fourchette moyenne pour la Suisse alémanique, les enquêteurs ont comparé avec des emplois à responsabilités semblables dans l'industrie, les services financiers et le reste de la fonction publique. Les résultats montrent des écarts se creusant au fil des années. Le plus grand écart concerne un maître primaire, dont le premier salaire sera d'environ

77 000 francs et qui, après dix ans, gagne 39% de moins qu'un banquier ou un assureur.

## **Salaires à la baisse**

«Quand j'ai commencé ma carrière d'enseignant du gymnase, je gagnais davantage qu'un employé de la chimie bâloise et qu'un banquier», a expliqué Beat Zemp, président de la LCH et enseignant à Liestal (BL). «Ce n'est plus le cas.»

De plus, si certaines baisses réelles de salaires ne ressortent des statistiques que parce que le renchérissement n'a pas été compensé, certains cantons ont même procédé à des baisses nominales, comme Soleure, où un maître d'école professionnelle gagne 4,8% de moins en 2014 qu'en 1993, soit 20% de moins si l'on tient compte du renchérissement cumulé de 15,3%.

Pour la LCH, la question salariale est «une des causes» expliquant que les rangs enseignants se dégarnissent très vite: 16% d'entre eux quittent le métier après une année, 35% après

cinq ans et 50% après dix ans, affirme l'association. «Les jeunes vivent parfois un choc dans la pratique», souligne la secrétaire générale de la LCH, Franziska Peterhans. «Les conditions de travail sont ardues, la charge est lourde, le salaire est bas et la reconnaissance sociale n'est plus au rendez-vous.»

## **Des craintes pour l'avenir des écoles**

Alliée au manque déjà aigu d'enseignants dans certaines régions, cette évasion suscite de fortes craintes pour l'avenir des écoles. «Jamais une entreprise qui manque d'employés ne ferait pression sur les salaires», résume Franziska Peterhans, qui dénonce au passage les «cadeaux fiscaux» consentis par les cantons au détriment des salaires de la fonction publique.

La LCH demande aussi que les échelles d'évolution salariale soient réintégrées dans les lois ou les règlements cantonaux là où elles ont été supprimées. «Pour redonner une perspective aux enseignants.» I

## **«ON NE PEUT PLUS CONTINUER COMME ÇA»**

**Selon Jean-Marc Haller**, secrétaire général du Syndicat des enseignants romands (SER), la nouvelle étude alémanique confirme aussi «les écarts salariaux entre les différentes catégories d'enseignement. Les maîtres du primaire sont les grands lésés du système. Or il est établi que le métier de maître d'école enfantine est bien plus exigeant que celui de professeur de latin au secondaire». D'où la nécessité, selon le secrétaire général, d'allonger la durée des études en

Haute école pédagogique pour réaliser l'équivalence avec le cursus universitaire.

**Si aucune pénurie** aiguë ne touche pour l'heure la Suisse romande, c'est peut-être, avance Jean-Marc Haller, que «l'attraction de l'économie privée est plus forte en Suisse alémanique. Mais la création de nombreuses nouvelles branches, avec l'EPFL notamment, pourrait avoir cet effet-là en Suisse romande également».

Le secrétaire général nourrit quand même des inquiétudes: «On ne peut pas continuer comme ça. Pour assurer la présence de professionnels compétents aux côtés de nos enfants, il faut que la formation réponde aux nouveaux besoins et que les salaires suivent. Et nous pourrions peut-être dire un jour, comme en Finlande, que les personnes qui ratent l'examen de l'école pédagogique peuvent toujours devenir chirurgiens...»